



# les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la  
Fédération de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français

Numéro 760 - 26 novembre 2003 Prix : 0,38 €

## **Drame du Queen Mary: Un chantier et une ville sous le choc et dans le recueillement**



Photo Presse Océan

### **Vite lu**

C'est l'émotion et le recueillement qui guide ce nouveau numéro des "Nouvelles" après le drame que nous venons de vivre avec l'accident de la passerelle du Queen Mary 2. Nous avons décidé dans ce présent numéro d'en rester aux publications des différentes expressions qui se sont manifestées à l'annonce de la tragédie par respect aux victimes

et à leurs familles. Nous reviendrons bien évidemment dans un temps prochain sur les raisons et les conséquences de ce drame.

Nous aborderons également avec Yann VINCE, la préparation de Forum départemental organisé le 10 décembre prochain et ferons avec Marie-Annick BENATRE, le point du débat sur les questions de stratégie politique à la veille des élections régionales du printemps 2004.

Enfin, prenons le temps de préparer les fêtes de fin d'année en vous présentant, grâce à Dany FROUIN, notre carte des vins 2003. Enfin vous pourrez trouver un moment de détente dans une actualité morose avec notre jeu "la vigne et le vin".

### **● Une autre Europe est possible**

Comment concevoir un autre monde... En Europe ? La question a volé de bouche en bouche à Saint-Denis, Bobigny, Ivry et Paris. En accueillant le Forum social européen, inspiré du Forum social de Porto Alegre, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes se transforment en réalisateurs d'alternatives, penseurs "d'utopies concrètes".

Bon an, mal an, les Forums sociaux mondiaux ont contribué à faire émerger le mouvement alter mondialiste. Le fait est que ce mouvement de contestation du néolibéralisme ou pour parler plus clairement du capitalisme mondialisé, est devenu en un temps extrêmement court, un acteur difficilement contournable sur la scène politique mondiale. Bien évidemment, il est traversé de courants divers, la conscience de ce qu'il faut changer pour rendre le monde meilleur n'est pas, chez chacune de ses composantes, au même degré. Cependant, deux données essentielles semblent être plus largement partagées par des millions d'acteurs sociaux de par le monde : le bilan désastreux des politiques imposées sous l'égide des institutions financières internationales qui a creusé la fracture mondiale entre le Nord et le Sud et la contestation grandissante de l'hégémonie économique et militaire des Etats-Unis.

On notera que la plus puissante journée de mobilisation jamais organisée à l'échelle de la planète contre les préparatifs de guerre en Irak, a été lancée lors du Forum social de Florence, il y a un an. Certes, tout cela n'a pas suffi pour retenir Bush, mais la combativité pacifiste de l'opinion mondiale a pesé fortement dans l'attitude de plusieurs gouvernements, notamment en France et en Allemagne.

L'une des grandes questions posées par de nombreux participants au Forum 2003 concerne l'avenir politique de l'Union européenne. Alors que le projet de la Convention présidée par Giscard inscrit dans le marbre institutionnel, le dogme libéral, chacun a conscience de l'importance que vont revêtir en la matière, les réponses du FSE ainsi que sa capacité à promouvoir de nouveaux projets de mobilisation contre les attaques visant les services publics et contre les acquis des mouvements ouvriers en matière de protection sociale et de retraites. C'est sur ces enjeux-là, avant tout, que les participants vont montrer que décidément, oui, une autre Europe est possible.

EN BREF

Le budget 2004 préparé par nos députés, n'a vraiment pas eu l'écho des Français qui vivent de plus en plus mal, la politique de Raffarin et compères, à l'exemple de quelques chapitres que nous avons relevés des discussions et décisions en cours.

Carburants

Une nouvelle hausse du gazole est prévue pour le 1er janvier. Il ne s'agit pas de répercuter une quelconque augmentation du brut décidée par les pays producteurs mais d'une augmentation de la fiscalité sur le carburant le plus utilisé par les voitures françaises. Ce sera 3 centimes d'euros, TVA comprise.

Tabac

C'est à une hausse de 20 % au moins que les fumeurs doivent s'attendre au 1er janvier. La énième hausse qui, sur le dos des questions de la santé, est la bienvenue dans les caisses de l'état car il s'agit là aussi d'une hausse de la fiscalité.

Redevance télé

Bonne nouvelle, il n'y a pas de hausse, seulement la suppression de la taxe noir et blanc, c'est-à-dire que tout le monde paiera le maximum.

Avantages fiscaux

Les personnes qui avaient élevé, seule, 1 ou 2 enfants bénéficiaient d'un abaissement de 980 euros du plafond de la demie part acquise à vie jusqu'à ce que le dernier atteigne l'âge de 27 ans. Ce sera maintenant, 700 euros jusqu'à 26 ans.

Baisse des impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu baisseront en 2004, de 3 %. Sachant que 1 ménage sur 2 ne paie aujourd'hui, pas d'impôt sur le revenu, il est clair que cette mesure vise d'abord à favoriser les revenus les plus gros et ne permet plus à l'état de répondre à ses missions de service public.

La faillite de la politique menée

Le déficit public annoncé par Bercy pour 2003, sera plus élevé que prévu. C'est en fait un solde de 54,1 milliards d'euros qui va manquer dans les caisses. Tout va bien cependant nous rabâche le Ministre du Budget qui voit dans ses chiffres, une prochaine embellie se dessiner. Si ce n'était pas pour alourdir les charges de la Sécurité sociale, je dirais bien à ce monsieur de changer ses lunettes.

C'est tellement mauvais

Le budget de l'état présenté par les locataires de Bercy est tellement mauvais qu'il fait l'unanimité contre lui. À l'exception des députés UMP – et encore car il y a quelques grognes dans les rangs – personne n'a voté le volet crédit proposé. Même Bayrou et ses amis que l'on ne taxera pas de révolutionnaires, ont dit non et se sont abstenus.

De vous à moi

Si pour une quelconque star du show biz, la question qui sans cesse traverse son esprit est de faire parler d'elle et de se montrer partout, alors Nicolas Sarkozy est une star. Mais permettez-moi d'arrêter là ma comparaison entre une vedette et le Ministre de l'Intérieur car je ne vois rien dans ce dernier qui réjouisse mes moments de détente au contraire même.

Si je fais cette comparaison c'est que je n'en finis pas, comme vous, je crois, de voir sur mon écran de télévision, d'entendre sur ma radio ou de lire dans mon journal, les dernières heures de l'emploi du temps de notre cher ministre.

Il est partout, il est ici, non il est là, oh ! pardon, on vient de le voir arriver.... Un vrai pigeon voyageur qui est un peu comme la misère, c'est-à-dire partout. Il n'y a pas besoin d'être observateur pour remarquer qu'il n'y a pas d'obsèques sans notre ministre, il n'y a pas de catastrophe sans lui, il n'y a pas de tragédie sans qu'il s'invite, il donnerait presque l'impression d'être derrière chaque radar automatique, nouvellement installé par son ami des transports avec sa bénédiction, pour prendre la photo du contrevenant, pour la développer et pour finir par l'expédier au conducteur dit indélicat.

C'est un homme de terrain me direz-vous et c'est bien pour un ministre de l'intérieur. Je serai plus prudent que cela car la démarche de Sarkozy, c'est d'occuper tous les terrains pour faire passer une politique, expliquer la répression, la sanction, la punition, sans chercher à remédier au mal en s'attaquant aux causes de celui-ci. C'est ainsi que ces visites, ces présences, ces déclarations calculées n'ont de sens et de but que pour favoriser cette expression sur " le sécuritaire " montrer qu'il n'y a pas d'alternative.

Son nouveau passage à l'émission de télévision de France 2 " 100 minutes pour convaincre " (soit dit en passant, le deuxième) en a été la démonstration. En invitant sur le plateau, cette fois, Jean Marie Le Pen, le but non avoué de l'émission était d'élever le débat sur les raisons du tout sécuritaire, une sorte de combat amiable sur celui qui ferait le plus entre un bilan de 18 mois et une volonté d'aller plus loin dans cette politique.

Vraiment il y a danger, danger à poursuivre dans une telle voie, danger à laisser se développer cette politique qui a ses limites dans tous les domaines sauf bien sûr celle de museler nos libertés.

Y.C

Réforme Fillon : LE MEDEF

Annoncées comme "la mère de toutes les réformes" par le Ministre des Affaires sociales en personne, les modifications des règles de la négociation collective ne vont nullement revitaliser une démocratie sociale menacée d'essoufflement.



L'ambition affichée de François Fillon risque de se transformer en cauchemar pour le monde du travail.

En effet, le volet "dialogue social" du projet de loi sur l'emploi et la formation fâche tous les syndicats. Seul le MEDEF, initialement hostile pour des raisons tactiques, est satisfait. Son lobbying actif auprès de l'Élysée et de Matignon n'aura pas été vain. Les réseaux du baron Seillière ne s'embarassent pas avec les formes et, en deux temps trois mouvements, le projet aboutit à élargir gravement l'autonomie contractuelle des entreprises au détriment des grandes négociations nationales. À l'avenir, un accord d'entreprise pourra comporter des "dispositions dérogatoires" à un accord de branche ou interprofessionnel. La porte au dumping social et à l'atomisation du salariat est ouverte, au cœur même des entreprises, notamment petites, les plus hermétiques à l'application des droits et à l'accès aux syndicats. Les rêves de dérégulations paroxystiques de Seillière sont exaucés. Le MEDEF triomphe. Ce n'est plus seulement la victoire du contrat sur la loi, ce sont les employeurs qui feront le plus souvent la loi!

Deux décisions, entre autres, inquiètent particulièrement les partenaires sociaux. L'interdiction de décider des dispositions moins favorables pour les salariés est levée. De même, le texte de M. Fillon prévoit que, au niveau interprofessionnel comme à celui de la branche, un accord pourra être minoritaire si une majorité de syndicats ne s'y oppose pas. Mais il y a une subtilité de taille : cette majorité sera mesurée non en voix, mais en nombre d'organisations ! Piquante démocratie que de permettre dans toute branche à trois syndicats minoritaires de s'opposer à la volonté des deux autres ! Le principe de l'accord majoritaire, réclamé par la CGT et la CFDT, est donc détourné et cadencé. D'ailleurs, le duo Fillon-Raffarin ne manque pas d'air. N'est-ce pas un comble d'aboutir à un projet semblable alors même que les partenaires sociaux viennent, avec leur accord sur la formation professionnelle, de démontrer qu'ils savaient négocier et conclure si nécessaire ? Dans une société où la crise de la délégation politique et sociale ne cesse de se creuser, n'était-il pas indispensable d'en tirer quelque leçon pour l'avenir...

Au fond, si l'impasse de Raffarin a atteint des sommets de néo-conservatisme, le constat serait pour le moins trompeur ou incomplet si l'on oubliait de dire que son gouvernement poursuit néanmoins sa route et de manière beaucoup plus débarrassée de complexes qu'on ne le croit. Le sale boulot continue, et il ne suffit pas de crier sur les toits que le Premier ministre s'enfoncé dans les sondages pour enrayer le processus.

Pendant que les observateurs avisés scrutent les courbes, la France s'enfoncé elle aussi. Dans un paysage social éclaté.

Pauvreté :

Un rapport accablant

Le Secours catholique, à partir de 700 000 "situations de pauvreté" enregistrées par ses centres d'accueil en 2002, réalise un rapport accablant sur la pauvreté aujourd'hui, en France.

Plusieurs indicateurs sont significatifs de reculs sociaux importants. Le premier tient au nombre de personnes aidées. Il s'élève à 1 600 000 personnes par rapport à 2001. La tranche des personnes ayant 50 et 59 ans augmente lentement, de même que la part des familles monoparentales : 30 % des personnes aidées, alors qu'elles ne représentent que 8 % de la population.

"Après une baisse en 2000 constatée également par l'INSEE et une quasi stabilité en 2001, le nombre de pauvres est reparti à la hausse en 2002" note l'association qui craint que "cela ne soit pire en 2003". Constat confirmé par le Secours populaire qui affirme que "la pauvreté a énormément augmenté notamment au niveau des jeunes, des familles monoparentales et des travailleurs saisonniers, à temps partiels et précaires".

L'autre évolution soulignée dans ce rapport concerne la situation professionnelle des personnes accueillies. Il y a une augmentation du nombre de chômeurs sans droits, c'est-à-dire des gens qui sont radiés des listes ASSEDIC et perdent ainsi tous leurs droits. "On ne peut se contenter de rayer les gens des listes ou d'éviter de faire en sorte de les inscrire, note un responsable de l'association caritative. Cela réduit les chiffres mais les gens eux, restent".

Ainsi, 12,5 % des personnes accueillies par le Secours populaire sont sans ressources et 41,5 % n'ont que les transferts sociaux (RMI, allocations familiales, allocations pour handicapés et prestations logement). Globalement, 60 % des personnes ainsi aidées sont inactives ou éloignées du marché du travail, un nombre en hausse de 4 % sur 2001.

Autre point important de l'étude : l'augmentation de la part des populations étrangères. De 24 % des personnes aidées en 2001, les étrangers représentent 27 % en 2002 contre 20 % en 2000. Tant il est vrai que ces étrangers en situation précaire "attendent beaucoup trop longtemps les réponses administratives" et le traitement de leur dossier s'est encore alourdi en 2002.

**Saint-Nazaire :  
Émotion, tristesse et  
recueillement**

Le drame qui s'est déroulé le samedi 15 novembre en début d'après midi, a plongé tous les nazairiens mais au-delà tout notre département, dans la tristesse et l'émotion. 15 morts, de nombreux blessés dont certains risquent de garder dans leur chair cette tragédie, le bilan de la chute de la passerelle qui donnait accès au Queen Mary 2 est lourd, très lourd, trop lourd.

Nous avons décidé de ne pas traiter dans ce numéro des Nouvelles, qui sort juste après le drame, des causes éventuelles de cette tragédie et des responsabilités éventuellement engagées, nous ne les connaissons pas et il serait mal venu de commenter des suppositions.

La commission d'enquête et le CHSCT des Chantiers travaillent et donneront en son temps leurs conclusions et commentaires. Nous en resterons au respect du deuil des familles dans cette édition. Dès le drame connu, les Communistes ont apporté leur soutien et leur solidarité aux victimes et à leurs familles. Nous publions les différents messages qui ont été rédigés immédiatement après le drame.

Dès dimanche, la Fédération s'adressait à la presse locale : **"Après le dramatique accident survenu à Saint-Nazaire, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français tient à faire part de sa profonde tristesse. Elle apporte aux familles des victimes, aux travailleurs des Chantiers, à la ville de Saint-Nazaire ses plus sincères condoléances.**

**Une délégation se rendra ce jour, à la chapelle ardente pour s'incliner devant les victimes. D'autre part, la Fédération appelle ses militants et la population nazairienne à se joindre aux rassemblements organisés demain lundi 17 novembre, pour participer à l'hommage qui sera rendu par les travailleurs des chantiers aux victimes de cette tragédie".**

Un autre message était adressé par Michel RICA au secrétaire du syndicat CGT des Chantiers **"Après le dramatique accident survenu à Saint-Nazaire, la Fédération de Loire-Atlantique du PCF tient à faire part au syndicat de sa profonde tristesse. Nous te demandons de transmettre aux travailleurs des Chantiers, aux familles des victimes nos plus sincères condoléances.**

L'histoire de Saint-Nazaire et de sa région est imprégnée de toute la vie des Chantiers, les moments de fierté à l'issue de la sortie d'un navire, les luttes qui résonnent bien au-delà de la ville, et les moments plus difficiles aussi ; tout cela fait partie de la vie des Chantiers et de la ville.

Les Communistes de la région nazairienne, comme ceux du département y sont particulièrement attachés et leur peine est profonde en ces jours de deuil.

Je veux te témoigner, ainsi qu'aux camarades du syndicat et aux travailleurs des Chantiers, de notre soutien dans ce grave moment.

La Fédération du Parti communiste va appeler ses militants à participer nombreux à l'hommage que vous rendrez aux victimes mardi matin".

La Fédération s'adressait également par l'intermédiaire de son Secrétaire, au Maire de Saint-Nazaire en ces termes : **"Je veux te dire le bouleversement des communistes de Loire-Atlantique à l'annonce de ce terrible drame que vivent la ville de Saint-Nazaire et son chantier.**

L'histoire de Saint-Nazaire est imprégnée de toute la vie des Chantiers : les moments de fierté, de luttes, comme les moments difficiles. Les Communistes de la région nazairienne, du département y sont particulièrement attachés et leur peine est profonde.

Je veux te témoigner à toi-même, à ton équipe, aux travailleurs des Chantiers et à la population toute entière, notre grande tristesse pour la ville de Saint-Nazaire dans ces moments difficiles".



**Un lourd bilan**

Les 15 morts de la tragédie du Queen Mary 2 ont plongé de nombreuses familles beaucoup de proches, d'amis, de camarades, ou de collègues de travail dans la tristesse et la compassion.

Nous tenons à apporter à chacune et chacun, notre soutien. Il n'y a pas en effet, devant la mort et dans un tel drame, de différences entre les victimes.

Nous avons une pensée toute particulière pour ces travailleuses et travailleurs qui empruntaient la passerelle au moment du drame pour se rendre à leur travail, qu'il s'agisse de Céline DUCHESNE, 22 ans ou de Brigitte OHEIX, 61 ans, toutes deux employées d'une entreprise de nettoyage comme Léa LEMOINE, l'épouse de notre camarade Ludovic et leurs collègues de la MSNI, mais aussi pour ceux qui se faisaient une joie de visiter l'un des plus beaux et le plus imposant paquebot du monde à l'exemple de Charlène RIO, 20 ans, petite nièce de notre camarade Jean Louis LE CORRE ou de notre camarade Renée PONCHAUX, communiste de Couéron. C'est à toutes et tous que vont nos pensées aujourd'hui.



**Délégation du Parti communiste**

Une délégation de la Fédération du Parti communiste s'est jointe le dimanche 16 novembre à l'initiative du maire de Saint-Nazaire et des élus de la Carène pour rendre hommage aux victimes.

Cette délégation, conduite par le Secrétaire de la Fédération, à laquelle s'étaient joints les maires communistes de la région nazairienne, Jean Louis LE CORRE, Marc JUSTY, Roger DAVID, les élus régionaux Gilles BONTEMPS et Michèle PICAUD, le président du groupe communiste à la CARENE Hubert DELAHAIE et de nombreux élus communistes du département, s'est rendue à la chapelle ardente pour témoigner leur solidarité aux familles et aux salariés des Chantiers de l'Atlantique.

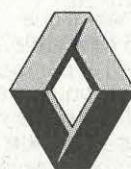
**RENAULT  
SAINT-NAZAIRE**

**CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE  
Concessionnaire**

380, route de la Côte d'Amour - Océanis

**ST-NAZAIRE**

**Tél. 02 40 17 20 20**



**RENAULT**



# FORUM DÉPARTEMENTAL

## Forum départemental

Emploi - santé - sécu - culture - école - région - Europe ...



Parti Communiste Français

Fédération de Loire Atlantique

Combattre la politique de la droite  
Rassembler les forces de gauche  
Construire une vraie alternative

Affirmons nos besoins  
Confrontons nos solutions  
et

## décidons ensemble

Avec la participation d'organisations syndicales, d'associations, de mouvements politiques

Mercredi 10 décembre 2003 à 20h00  
à Nantes - Salle de la Convention  
(51, rue de la Convention)

## DES FORUMS POUR CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE A GAUCHE

Interview de Yann Vince

A la veille du Forum départemental qui se tiendra à Nantes le 10 décembre prochain, nous avons rencontré Yann Vince, dirigeant de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF pour lui demander le sens politique de l'initiative prise par son parti, de réunir ensemble dans une même salle, des représentants d'organisations syndicales, d'associations, de partis politiques pour débattre des conditions pour construire une vraie alternative politique dans notre pays.

**NLA:** le 10 décembre prochain, la Fédération du Parti organise un forum départemental à Nantes. Peux-tu nous rappeler dans quelle démarche s'inscrit cette initiative ?

**Yann Vince:** ces forums sont une initiative nationale du Parti Communiste. Cela découle d'une décision de congrès qui consiste à engager une démarche stratégique nouvelle: saisir les citoyen (ne) s des grands enjeux politiques et les inviter à participer directement, avec tous les acteurs sociaux et forces politiques de gauche dans leur diversité, à une confrontation de fond sur les objectifs et les moyens d'une alternative de progrès dans notre pays. Cette initiative, que nous déclinons ici dans notre département avec ce forum départemental mais aussi au travers plusieurs autres forums locaux ou thématiques, s'inscrit donc dans la durée puisqu'il s'agit d'une façon nouvelle de faire de la politique.



**NLA:** cette démarche stratégique n'est-elle pas interpellée par les mouvements sociaux, par les exigences qui s'expriment dans ces mouvements et par la crise de la politique dont on a pu voir l'ampleur lors du vote du 21 avril 2002 ?

**YV:** le 21 avril a effectivement été la manifestation d'une crise profonde du rapport des citoyens à la politique. Ce vote a aussi manifesté le rejet d'une gauche plurielle au pouvoir qui n'a pas su, pas voulu, se démarquer des choix libéraux qui prévalent, par-delà les alternances au pouvoir, depuis plus de 20 ans. Ce qui a précisément manqué lors de cette expérience gouvernementale de 1997-2002 c'est l'intervention des citoyens pour peser sur les choix politiques. Les mouvements sociaux, citoyens, alter mondialistes ont montré et montrent qu'il y a un réel besoin d'une construction politique nouvelle pour sortir la gauche de l'impasse. Ces mouvements posent la question de l'alternative politique dans un contexte marqué par un déferlement du libéralisme économique, une remise en cause sans précédent des acquis sociaux, jusqu'à ceux de la Libération. C'est pour toutes ces raisons que le Parti Communiste donne un sens politique à sa démarche: sortir de la double impasse d'une gauche qui soit ne voudrait jamais changer, soit ne voudrait jamais gouverner. Cela interpelle tout le monde: acteurs des mouvements sociaux, syndicalistes, partis politiques...

**NLA:** concrètement, qui invitons nous à ces forums, comment cela se passe-t-il ?

**YV:** toutes celles et tous ceux qui sont concernés par la recherche de cette construction alternative à gauche à commencer par les citoyen (ne) s eux-mêmes, les acteurs des récents mouvements sociaux et alter mondialistes, des associations (caritatives, de locataires, sociales etc...), les organisations syndicales, les salariés, les chômeurs, les retraités, les partis politiques de toute la gauche (de la LCR au PS). Nous leur disons à tous: la gauche est marquée par la crise de la politique et doit relever les défis de l'abstention, de la confiscation de la politique, de la réponse aux besoins populaires. Chacun(e) mettra sur la table ce qu'il (elle) a à dire, formulera ses aspirations, ses besoins. Tout cela doit envahir le champ politique. Le Parti Communiste a des propositions, on l'a vu par exemple à propos des retraites, il les mettra en débat. Les autres formations politiques exprimeront les leurs.

**NLA:** n'est-il pas à craindre que la perspective des prochaines échéances électorales parasite le débat ?

**YV:** la proximité d'échéances électorales, régionales notamment, donne à mon avis, éclairage supplémentaire au débat. Nous communistes, nous considérons qu'il n'y a pas un temps pour la riposte à la politique de la droite, un temps pour la construction du projet et un autre pour les décisions à prendre concernant les majorités politiques censées mettre en œuvre le projet. Aussi, la proximité d'échéances électorales peut être un moment propice à l'émergence d'un mouvement populaire en lien avec le mouvement social du printemps dernier. Cela ne préjuge en rien des choix stratégiques que nous serons amenés à faire début décembre. Mais si nous ne voulons pas rester sourds à ce qui se déroule dans les luttes face à une droite décidée à rester durablement, il faudra bien se rassembler à gauche. Mais le contenu même du rassemblement nécessite que les citoyen (ne) s interviennent sur les choix politiques. Tout cela est bien à l'ordre du jour dans nos forums.

**NLA:** avant le 10 décembre, date du forum départemental, d'autres forums se sont tenus. Quels premiers enseignements peut-on en tirer et quelles suites le Parti entend-il donner à cette initiative ?

**YV:** Un forum local s'est tenu à Rezé le 13 novembre, un autre à Saint-Brévin, le 21. Un forum thématique (la filière maritime, l'emploi, la formation) se tiendra à Saint-Nazaire le 5 décembre. D'autres forums sont en préparation, à Savenay notamment. Celui auquel j'ai participé, à Rezé, a montré que si les échanges pouvaient être vifs, sans concession, à l'égard de qui que ce soit, ceux-ci étaient respectueux et empreints d'une réelle volonté d'avancer. Il y a un réel besoin de confronter les points de vue, tout le monde étant interpellé par les problématiques actuelles, les partis politiques comme les citoyen (ne) s, les acteurs des mouvements sociaux. C'est bien pourquoi ces forums ne peuvent pas être sans lendemain. Il faudra naturellement réfléchir à d'autres initiatives pour construire véritablement la démarche politique nouvelle à laquelle je faisais référence au début de cet entretien.

## FORUM CITOYEN A RÉZÉ

L'objectif était ambitieux: réunir à l'initiative du PCF, les citoyen (nes), acteurs des mouvements sociaux, alter mondialistes, syndicalistes et partis politiques de gauche pour confronter leurs idées sur "la construction d'une alternative de progrès face à la droite". Les organisateurs avaient tout lieu d'être satisfaits: tout le monde était là, des enseignants en lutte du printemps dernier aux syndicalistes de la CGT et de SUD en passant par les responsables locaux du PCF, du PS, des Verts et de la LCR, des citoyens engagés dans la vie locale, une soixantaine de personnes. D'entrée de jeu, le secrétaire de la section locale du PC, Dominique Lucas entre dans le vif du sujet: "la gauche est aujourd'hui dans l'impasse. Elle peine à tirer les leçons du 21 avril 2002, à faire le bilan critique de l'expérience gouvernementale 1997-2002 (...). Il faut donner un prolongement politique aux mouvements sociaux..."

Les propos sont parfois vifs, sans concession à l'égard des responsables politiques. Une enseignante le dit sans détours: "nous nous sommes sentis un peu isolés dans notre mouvement, sans relais politiques, sans relais en dehors de l'école". Une syndicaliste de la CGT est encore plus directe: "le précédent gouvernement est celui qui a le plus privatisé (...), comment la gauche peut-elle être crédible après 20 ans d'alternance au pouvoir?" "La gauche n'a pas répondu aux attentes sociales, mais il y a eu des avancées que la droite s'empresse de mettre en cause aujourd'hui" rétorque l'élue municipale Gérard Allard intervenant au nom du PS. Un militant communiste se fait pragmatique, "il va bien falloir reconstruire tous ensemble sous peine de voir la droite et l'extrême-droite prospérer". "Avec qui?" s'exclame David Blanchard au nom de la LCR faisant une distinction entre la gauche "social-libérale" et la gauche de la transformation sociale. Un syndicaliste de "Sud-Groupe des 10" en appelle à la mise en commun des combats syndicaux et politiques avec ceux des mouvements alter mondialistes.

La soirée ne pouvait s'achever sans évoquer la question des alliances électorales "indispensables à gauche" selon le représentant socialiste, "qui doivent refuser les attitudes hégémoniques" selon un autre élu municipal, Loïc Simonet, représentant les Verts. Un militant de Lutte Ouvrière renvoie alors dos à dos droite et gauche pour justifier l'accord régional avec la LCR. L'élue communiste rezéenne Yann Vince, pour sa part, exprime sa conviction "qu'il n'y a pas un temps pour les luttes, un temps pour le projet politique et un autre pour les décisions à prendre concernant les majorités politiques. La gauche doit débattre, ajoute-il, avec les citoyens dans la diversité des propositions de ses composantes et dire comment elle entend construire une alternative à la droite".

Concluant tardivement la soirée, Dominique Lucas invite les participants à se retrouver ultérieurement pour aborder de façon thématique un certain nombre de sujets faisant débat à gauche (l'emploi, la santé, les retraites...). Rendez-vous est pris.



### Les Communistes échangent, débattent et donnent leur avis avant d'être consultés au mois de décembre

"Liaison infos 44" de novembre invitait les communistes à participer à la construction d'une réponse communiste crédible et efficace pour les élections régionales en faisant part de leur avis. A l'issue de cet échange multiforme (réunions de cellule, de section, fédérale ou autre collectif et avis formulé individuellement) et en va et vient, un vote des communistes sur toute la région décidera début décembre de la démarche.

A ce jour, un certain nombre de communistes ont saisi cette opportunité pour faire part de leur réflexion actuelle. Ils évoquent par exemple l'utilité des élus communistes, l'union dont le PCF et les citoyens ont besoin, l'activité communiste. Les éléments de réflexion repris ci-dessous veulent contribuer à ce va et vient.

#### Les élus

Il est noté sur l'utilité des élus: "Vu les 3,5 % du 21/04/02, à mon avis, vous êtes obligés (encore une fois) de vous "acoquiner" avec les socialistes. Mais pour quoi faire? Vous ferez quoi avec eux? Quel discours tiendriez-vous et concrètement, que peut-il en sortir? Vous êtes condamnés à faire de "l'abstention active" à tour de bras". "Avoir des élus est évidemment important: mais le PS n'a cessé de nous entraîner dans la spirale de la défaite. L'influence de notre Parti dépend-elle de son nombre d'élus (un peu artificiellement obtenu par des alliances opportunistes) ou du nombre de ses voix?"

D'autres estiment: "Je pense que sans alliance, le Parti n'aura pas d'élu. Si, on veut être constructif, il faut avoir quelques élus, autrement la parole du Parti n'est plus entendue. Les candidats et les élus en 1998 n'ont pas mérité pour les régionales". Ou encore "Je ne suis pas pour la politique de la chaise vide. Je pense donc qu'il nous faut des luttes pour signer des accords les plus positifs et présenter des candidats sur des listes d'union".

Certains complètent leurs interrogations: "Surtout quand le Parti n'a que quelques élus à la région, il faut qu'ils s'engagent à dégager des positions communes pour ne pas brouiller notre image". "Pas d'illusion, seule une partie infime de l'électorat à la latitude d'apprécier l'activité de quelques élus communistes au Conseil régional".

#### Alliance

La question des alliances est celle qui soulève le plus de remarques contradictoires et de recherche. Des camarades voient la seule remontée possible de notre influence par une liste communiste: "Pourquoi décider à l'avance qu'une liste communiste seule ne ferait pas 5 % et qu'il ne serait plus possible de faire alliance au second tour?" "Je me prononce pour une liste communiste aux régionales, la stratégie d'alliance pour cette élection ne répond pas au besoin d'une relance de l'activité de notre Parti et de ses militants et d'un redressement de son influence".

D'autres parlent de la non crédibilité d'une liste de rassemblement avec le PS: "Il est à craindre que faire le choix d'une liste de rassemblement de toutes les forces de gauche, nous fasse disparaître un peu plus aux yeux des électeurs, même si nous développons nos propres propositions. Si nos visées sont justes: battre la droite, mener le débat contradictoire à gauche, avoir des élus, mettre en échec une bipolarisation du Conseil régional, peut-on les faire accrédi-ter par les adhérents et les électeurs?"

"L'alliance avec le PS dès le 1<sup>er</sup> tour sera pour les électeurs perdus, une continuation de la politique social-démocrate et d'échecs pour les travailleurs à l'image de 97/2002. Les prises de position du PS sur l'emploi, la sécu, la retraite, la santé et bien d'autres choses ne sont pas de nature à reconquérir. Je crains que l'abstention soit forte parce qu'il n'y a pas de vrai message politique de rupture avec la gestion de la gauche plurielle, y compris de la part du Parti où le débat est surtout fixé sur la stratégie électorale".

A contrario, des camarades pensent l'union dès le premier tour comme la seule possibilité, non sans poser certaines exigences: "Si nous voulons garder des élus au Conseil régional, nous n'avons pas d'autre choix que d'aller à une liste de rassemblement au 1<sup>er</sup> tour en étant évidemment porteurs de nos propres propositions. (Aucune illusion sur le Parti socialiste)".

"Nécessité d'une liste de rassemblement de toutes les forces de gauche, tout en gardant notre identité. Sinon, avec le mode de scrutin, nous n'aurions aucune chance d'avoir des élus communistes. Et, nous en avons bougrement besoin pour défendre nos idées. Il ne faut pas laisser le champ libre aux seuls PS et UMP et encore moins à l'UMP et au FN".

"Aux régionales, il nous faut le plus d'élus possibles: la solution sur les alliances de toutes les forces de gauche me paraît réaliste. Etre ou ne pas être aux postes de responsabilité? A l'image des municipalités d'union de la gauche, nos élus ont toute leur place. Aux régionales, je pense que le problème est le même. Compte tenu du mode de scrutin, nous n'avons pas le choix". "Tenant compte du refus du PS de tirer les leçons de l'échec du 21 avril, du danger de la bipolarisation de la vie politique PS/UMP, de la volonté du PS de représenter à lui seul toute la gauche, de l'alliance sectaire et sans issue de LO et LCR, de l'affaiblissement du PCF et de son influence électorale, de notre position très juste de tout faire pour être présent à tous les niveaux de la vie politique du pays, des conflits sociaux qui se multiplient, de l'impopulairité du gouvernement Raffarin qui va grandissante: oui, vraiment notre Parti a beaucoup de chose à dire et des solutions à proposer. Je pense donc que la position la plus juste est d'aller aux régionales à une liste de rassemblement de toutes les forces de gauche au 1<sup>er</sup> tour des élections régionales tout en défendant nos propositions".

"J'aurai préféré lors des élections que nous nous présentions seuls au 1<sup>er</sup> tour, mais dans la situation électorale de notre région, c'est impossible, nous serions éliminés. Je me sens plus proche de l'extrême gauche que de certains prétendus socialistes. Toutefois LCR et LO réunis espèrent aussi prendre des voix à notre parti et n'étant pas adepte du tout ou rien je ne saurais les suivre".

"Certes, il est très désagréable de s'associer au PS dont l'objectif est l'élimination du PC. De plus, cette situation tend à faire croire à l'électeur que PC et PS ont finalement un objectif sensiblement identique, ce qui n'est pas sans poser problème".

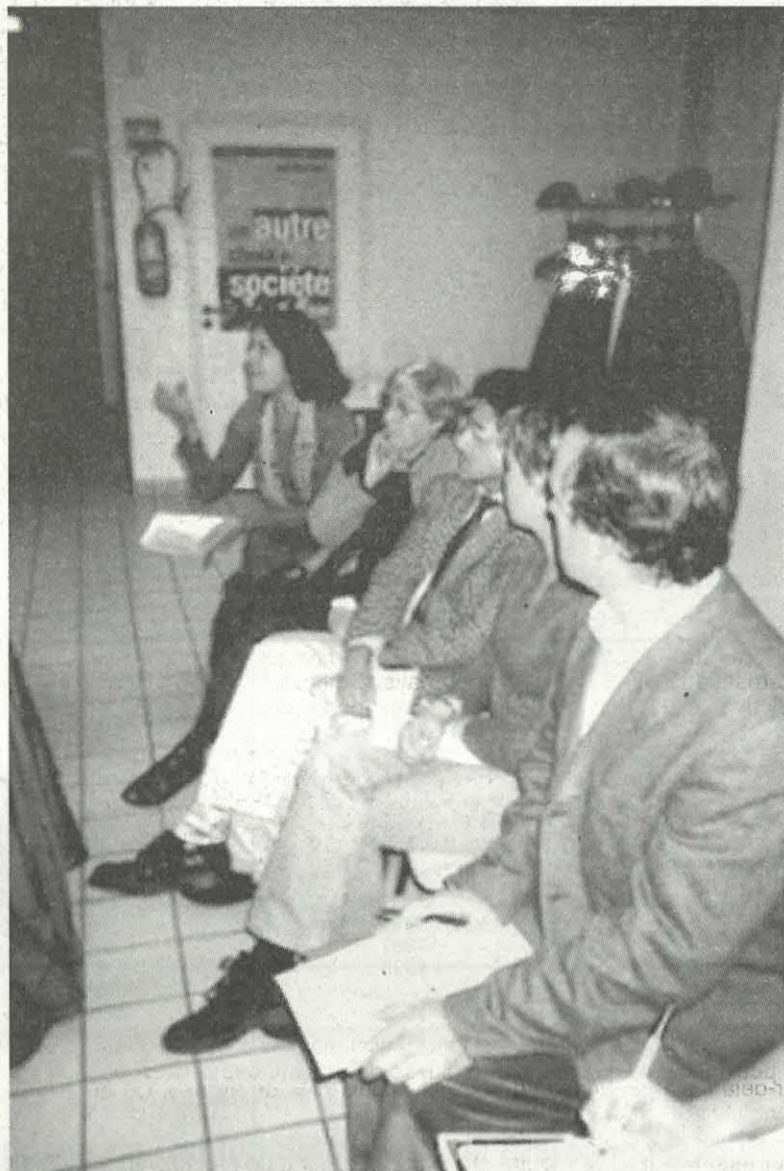
"Compte tenu du rapport des forces et du mode de scrutin, reconduire les accords à gauche dès le premier tour, en conservant bien entendu notre liberté d'expression et notre autonomie de groupe. Nous y sommes parvenus dans le mandat qui se termine".

#### L'activité du pcf

Enfin, la question de l'activité du PCF est abordée comme une exigence incontournable, quel que soit le positionnement pour le premier tour: "Notre influence ne se joue pas au seul moment des élections mais dans une activité et un rayonnement au quotidien en particulier pour les élus mais aussi pour les animateurs du Parti et des adhérents".

"Redonner de la perspective de changement en profondeur. Quelle alternative à gauche pour des changements durables? Faire de "l'offre" politique sur les questions sociétales, être dans les débats et en organiser. Faire vivre le Parti pour enrichir chacun de ses membres sur notre identité, nos projets, nos propositions, nos soutiens et notre participation aux mouvements revendicatifs et de résistances", "il faut redevenir un parti d'action, de luttes, qui ne doit pas sa survie à d'autres formations; apparaître nettement indépendants même si, dans un premier temps, cela doit coûter une non représentation. La progression de nos forces, leur renouveau est à ce prix". "Le terme "alternatif" est employé à multiples reprises, mais sans propositions concrètes. C'est à partir de propositions concrètes que nous sensibiliserons, mobiliserons, amènerons à nos idées de partage des richesses, de gestion commune, d'égalité entre les Hommes, condition pour la Paix".

que le débat se poursuive jusqu'au vote.



## SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE



Patrick LE ROGNON

24 H sur 24  
7 jours sur 7

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrat d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité
- Convention retraités C.G.T.

N° Vert 0 800 196 550

SAINT-NAZAIRE et sa Région

5, place F. Blancho  
02.40.01.86.88



# PRÉPAREZ VOS FÊTES DE FIN D'ANNÉE

## Goûtez les vins de votre réveillon

Depuis maintenant 4 années, vous êtes nombreux à acheter votre vin pour les réveillons, à la Fédération. Ces vins vieillissent dans nos caves depuis plusieurs années. Nous vous proposons donc de venir en déguster certains, sans obligation d'achat, le 18 décembre 2003, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16h30, au siège de la Fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes.

Par ailleurs, vous pourrez acheter et emporter les vins que nous vous proposons cette année. Tout acheteur se verra remettre une bouteille en cadeau pour tout achat égal ou supérieur à 30 €.

Vous avez également la possibilité de commander à l'aide du bon en bas de page : la livraison se fera le 24 décembre 2003 de 9h30 11 h à la Fédération.

Pour ceux qui souhaitent recevoir leur vin à la Section de Saint-Nazaire, la date limite de commande est le 18 décembre 2003.

Le bénéfice servira au financement de l'activité du Parti Communiste Français.

Vous avez aussi la possibilité de commander des huîtres en provenance de Bourgneuf avant le 18 décembre (livraison le 24 décembre de 9h30 à 11 h).

## Notre carte 2003



Vins	Millésime	Prix unitaire	Quantité	Prix à régler
<b>Vins blancs secs</b>				
• Muscadet Sèvre et Maine Domaine de Guérande	2002	3 € 20		
• Gros plant Domaine de Guérande	2002	2 € 50		
• Sancerre	2001	8 € 00		
• Sancerre	2002	8 € 00		
<b>Bordeaux</b>				
• Bordeaux supérieur Château Haut Baillot	2001	5 € 00		
• 1ères Côtes de Blaye Les Graves de David	1999	5 € 20		
• Côtes de Bourg Château Haut Maco	1998	6 € 50		
• Côtes de Castillon Château Grimon	1998	6 € 50		
• Château Grimon	1999	6 € 50		
• Graves Château Mongarède	1996	7 € 70		
Château Cabanneux	1997	8 € 40		
Château La Motte Despujols	1995	10 € 50		
• Médoc Château Moulin Livran	1998	9 € 60		
Château Guiraud Peyrebrune	1995	10 € 30		
• Lustrac Château Capdet	1995	10 € 00		
Moulin de Bayron	1993	8 € 00		
• Fronsac Château Renard	1996	9 € 50		
Château Plain Point	1998	10 € 80		
• Canon Fronsac Château La Roche Gaby	1996	9 € 50		
• Margaux Château Loyac	1994	15 € 00		
Château La Tour de Bessan	1996	15 € 50		
• Saint-Estèphe Château Graves de Pez	1996	12 € 50		
• Saint-Emilion Château Yon Tour Figeac	1995	10 € 50		
Château Yon Tour Figeac	1998	11 € 00		
Château Yon Tour Figeac	1999	11 € 00		
Château Haut Roc Blanquart	1993	10 € 00		
Château Haut Roc Blanquart	1996	10 € 20		
• Saint-Emilion Grand Cru Château Guillemin La Gaffelière	1994	12 € 50		
Château Guillemin La Gaffelière	1998	14 € 00		
Château Guillemin La Gaffelière	1999	14 € 00		
• Saint-Georges Saint-Emilion Château Tour du Pas St Georges	1994	9 € 45		
• Pomerol Château Beauchêne	1996	16 € 50		
Château Beauregard	1994	16 € 00		
Château La Fleur du Roy	1996	16 € 50		
• Lalande de Pomerol Château de Bel Air	1998	15 € 20		
<b>Bordeaux liquoreux</b>				
• Loupiac Château Loupiac Gaudiet	1998	8 € 90		
Château Loupiac Gaudiet	1999	8 € 90		
<b>Anjou</b>				
• Bonnezeau Cotillon blanc	2001	9 € 40		
• Saumur Champigny Etoile de Molène	2000	6 € 00		
• Anjou rouge Cotillon blanc	2001	4 € 50		
Closier de la Picardie	2000	4 € 80		
<b>Champagnes</b>				
• Henri Giraud Tradition Brut		15 € 60		
• Henri Giraud Cuvée Réserve		17 € 00		
<b>Pineau des Charentes</b>				
• Blanc		9 € 15		
• Rouge		9 € 15		
<b>Sans oublier les huîtres</b>				
Huîtres N° 4	Les 50	11 € 50		
	Les 100	23 € 00		
Huîtres N° 3	Les 50	13 € 00		
	Les 100	26 € 00		
<b>Total de la Commande</b>				

## Réfléchissez jouez et gagnez



Nous avons à la veille des fêtes de fin d'année, décidé en vous présentant notre carte des vins et de dégustation, de renouer avec notre petit jeu. Gratuit, sympathique, nous l'espérons, il peut permettre à beaucoup de gagner un de nos nombreux lots. Nous attendons vos réponses à l'adresse indiquée en bas du jeu avant le 24 décembre. Réfléchissez, jouez et gagnez.

### JEU "La Vigne et le Vin"

Question 1 : le Tautavel est un vin de la région :

- a)  La Provence
- b)  Les Côtes du Rhône
- c)  Le Languedoc Roussillon

Question 2 : En quelle année, l'appellation Pessac Léognan AOC fut-elle créée ?

- a)  1937
- b)  1955
- c)  1987

Question 3 : 5 communes ont l'appellation "Sauternes", chassez l'intrus :

- a)  Sauternes,
- b)  Fargue,
- c)  Bommes,
- d)  Cérons,
- e)  Barsac,
- f)  Preignac

Question 4 : Un vin madérisé est :

- a)  Un vin originaire de l'île de Madère
- b)  Un vin oxydé
- c)  Un vin mousseux

Question 5 : Les vignerons connaissent le BOTRYTIS CINEREA. Il s'agit de :

- a)  Une levure
- b)  Un champignon
- c)  Un insecte

Question 6 : Il favorise ?

- a)  La pourriture noble
- b)  Le goût de bouchon
- c)  La fermentation du vin

Question 7 : Parmi ces vins, lequel n'est pas originaire de Savoie ?

- a)  Chignin
- b)  Crépy
- c)  Givry

Question 8 : Dans le Bordelais, combien contient une "Impériale" ?

- a)  4 litres
- b)  6 litres
- c)  8 litres

Question 9 : De qui est l'expression : "Il y a plus de philosophie dans une bouteille de vin que dans tous les livres ?"

- a)  Victor HUGO
- b)  RABELAIS
- c)  Louis PASTEUR

Question 10 : En 1907, quel régiment refusa de marcher contre les vignerons du Midi, en révolte ?

- a)  Le 17<sup>ème</sup> régiment d'Infanterie
- b)  Le 20<sup>ème</sup> régiment de Cavalerie
- c)  Le 5<sup>ème</sup> régiment du Génie

Jeu sans obligation d'achats. A renvoyer à la Fédération avant le 15 janvier 2004. Les résultats paraîtront dans les Nouvelles et les gagnants se verront remettre un lot.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

**FORUM SOCIAL EUROPÉEN  
POURQUOI ?**

Le Forum Social Européen a réuni des organisations, des mouvements et des personnes qui s'opposent au néolibéralisme. Ils s'emploient à bâtir des choix alternatifs centrés sur le développement au service des hommes, dans la continuité du processus engagé à Porto Allègre.

Autant dire que les Elus Communistes et Républicains partagent et participent à cette dynamique qu'ils situent au cœur de leurs préoccupations. Ils y sont comme des "poissons dans l'eau". Leur participation active à ce forum se situe dans le droit fil de leur Congrès de Marseille.

Les thèmes énumérés ci-dessous conduisent, des hommes et des femmes d'horizons et d'expériences, divers qui se sont même parfois affrontés dans le passé, à travailler ensemble creusant ainsi le terreau de rassemblements futurs pour construire une alternative politique.

**13 défis pour le F S E**

1. Pour les droits à l'Emploi et au Revenu ;
2. Pour la Démocratie participative de la Commune à l'Entreprise ;
3. Pour la Liberté des Peuples à choisir leur avenir ;
4. Pour l'Egalité et la Liberté des femmes ;
5. Pour un contrat mondial de l'EAU ;
6. Pour une immigration plus humaine ;
7. Pour une Ecole hors du Marché ;
8. Pour une Economie Sociale et Solidaire ;
9. Pour une Taxation du Capital, pour un commerce domestiqué ;
10. Pour une Culture de paix ;
11. Pour des services Publics de Cohésion Sociale ;
12. Pour une agriculture éradiquant la faim ;
13. Pour une Culture libérée du marché, pour l'Emancipation ;

**L'action des élus communistes  
au Conseil régional**

Le Conseil régional détermine les objectifs à moyen terme du développement économique, social et culturel de la région. La région peut octroyer certaines aides directes ou indirectes aux entreprises concourant au développement régional et à l'emploi. La région élabore les programmes et actions en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. En matière d'enseignement, la région a la responsabilité de l'équipement et du fonctionnement (non pédagogique) des lycées, établissements spécialisés...

**Les élus communistes (2 en Loire-Atlantique, élus en 1998 sur une liste de rassemblement des forces de gauche) ont eu toute latitude pour défendre de grands projets structurants pour la région, pour prolonger les luttes des citoyens, des salariés de notre région.**

Quelques exemples : en matière d'infrastructures et de transports, ils ont défendu le développement portuaire, aéroportuaire, ferroviaire et routier, l'accès de tous les citoyens à ces transports par une tarification adaptée. S'agissant de l'équipement des lycées, ils ont défendu la rénovation des établissements, la gratuité des livres scolaires. Concernant les aides publiques aux entreprises, ils ont défendu la nécessité d'un contrôle de ces fonds publics, l'emploi notamment dans la construction navale. Sur les questions environnementales, ils ont défendu une conception du développement durable conciliant les moyens de satisfaire les besoins humains et le respect du cadre de vie, de sa qualité et de sa sécurité, en défendant le développement du réseau ferroviaire, le "barging" sur la Loire pour réduire la circulation des poids lourds. Enfin sur le plan budgétaire, ils se sont opposés aux transferts de charges et ont combattu les choix politiques de la droite régionale.

**EXPULSIONS : INTOLERABLES**

Dans plusieurs de nos villes, les élus communistes sont souvent intervenus avec succès auprès de la Préfecture pour s'opposer aux expulsions de familles, de leur logement.

Sans confondre les comportements de "mauvaise foi" et les victimes du système libéral, l'expulsion c'est-à-dire jeter à la rue parents et enfants au petit matin "sortis" parfois sans ménagement par les forces de police, relève d'une pratique du temps de "Jacquou le Croquant". C'est intolérable d'autant qu'aucune proposition de relogement n'accompagne l'application de la condamnation par jugement. Mais qu'est donc devenue la loi de lutte contre l'exclusion ?

**Aménager le territoire avec ses habitants**

**Jean Louis LE CORRE, Maire de Trignac, Conseiller général communiste du Canton de Montoir de Bretagne nous donne son point de vue sur l'aménagement du territoire et notamment sur le projet de 3<sup>ème</sup> franchissement.**

**NLA :** A quelles échelles de territoire, élabores-tu ton action d'élus local ?

**Jean-Louis LE CORRE :** Les habitants de Trignac et du Canton m'ont élu à partir d'engagements pris devant eux. Je participe aux décisions d'aménagement à trois échelles de territoire : communale, intercommunale et départementale.

Les conditions de vie des habitants constituent aujourd'hui ma principale préoccupation d'autant que la décentralisation Raffarin-Chirac organise la destruction des grands services publics nationaux et fait voler en éclats la cohésion et la solidarité.

**NLA :** Quels sont tes objectifs au Conseil général ?

**Jean-Louis LE CORRE :** la priorité de l'élus local sera de combattre les projets néfastes tout en contribuant à la sortie de projets perçus comme positifs. La commission "Infrastructures" est le lieu de réflexion et d'élaboration des projets routiers, fluviaux et de franchissement ou de ceux partagés avec l'Etat, les autres collectivités comme la CARENE.

La commission permanente est l'exécutif où nous mettons en œuvre les décisions et les projets.

**NLA :** Quel est le projet d'aménagement qui te paraît, aujourd'hui, prioritaire ?

**Jean-Louis LE CORRE :** Le projet de 3<sup>ème</sup> franchissement de la Loire m'amène à revenir sur l'implantation du futur aéroport de NDDL<sup>1</sup>. Le département, à juste raison, décidait d'acquiescer, il y a 30 ans, les terres nécessaires au projet. Mais les communes périphériques, sous la pression de l'extension de l'agglomération nantaise, assuraient leur développement par l'attribution de permis de construire tout en minimisant les impacts du projet. Combien de ménages exclus de la ville par les

prix exorbitants, n'avaient d'autre solution que de s'éloigner pour s'installer dans un rayon de 25 km où le prix des terrains est plus attrayant ? Dans ce contexte, il nous faudra indemniser les habitants concernés par les impacts de l'exploitation de l'aéroport et leur proposer des compensations à la dégradation de leurs conditions de vie.



L'Estuaire aval est un territoire de contrastes où cohabitent les industries, les activités du PANSN<sup>2</sup> les espaces naturels et sensibles, l'agriculture et l'urbanisation. Ce constat s'impose au comité de pilotage 3<sup>ème</sup> franchissement auquel je participe.

Je rappelle que lors de la réalisation "à l'économie" du Pont de Saint-Nazaire, aujourd'hui saturé, comme celui de Cheviré, les Elus communistes proposaient un ouvrage à 4 voies. Ce choix non retenu, nous conduit aujourd'hui à envisager ce nouveau franchissement.

**NLA :** S'inscrit-il, pour toi, dans le projet de grand contournement ?

**Jean-Louis LE CORRE :** Le Président TRILLARD se dit favorable au contournement

complet de l'Agglomération Nantaise. Jean-Marc AYRAULT, Président de la C.U de Nantes, se prononce contre.

Pour ma part, le contenu du SCOT métropolitain devra nous permettre de trancher. Par ailleurs, je constate que les deux principales agglomérations du SCOT métropolitain sont plus préoccupées par les conséquences du projet pour leur propre territoire que par les enjeux du 3<sup>ème</sup> franchissement :

- Permettre une liaison Nord-Sud "d'évitage" des agglomérations et contribuer à l'intermodalité d'accès à l'aéroport de NDDL ;
- Assurer les transferts routiers de la Bretagne Sud vers la Vendée et l'autoroute Nantes Niort ;
- Contribuer au développement de Donges-Est, de la Zone du Carnet au Sud Loire tout en traitant de l'aménagement de la RD 723 ;

Quant à la méthode, il faudrait dégager les "faisceaux" d'implantation en y associant les habitants, les associations, les communes, la Commission Locale de l'Eau du SAGE Estuaire, le Conseil régional et l'Etat promoteur de la DTA<sup>3</sup>.

Après débat, dans le couloir retenu pour le franchissement, il faudra veiller à la préservation des écosystèmes<sup>4</sup> et répondre aux objectifs du développement durable.

Enfin, l'urbanisation du couloir et des espaces proches devra s'appuyer sur une politique foncière lisible par tous.

**Aménager le territoire avec ses habitants est source de co-élaboration des propositions à porter dans les lieux de décisions que je fréquente. Ce choix constitue l'un des principaux objectifs de l'élus local.**

<sup>1</sup> Notre Dame des Landes

<sup>2</sup> Port autonomes de Nantes et Saint Nazaire

<sup>3</sup> Directive territoriale d'aménagement de l'estuaire

<sup>4</sup> association d'espèces vivantes et d'un environnement physique en constantes interactions

# Ça se passe chez nous



## Agenda

### Forums

#### Forum départemental

Mercredi 10 décembre, 20 h, Salle de la convention à Nantes

#### Saint-Nazaire

Vendredi 5 décembre, 18 h, Salons de la République sur le thème de la construction navale et de la filière maritime.

#### Savenay

Quel projet de territoire de Loire et Sillon ?

#### Couëron

Assemblée des communistes, Salle de la Fraternité, mardi 25 novembre à 18 h 30

#### ADECR

Réunion des Présidents de groupe dans les mairies, jeudi 4 décembre, Complexe polyvalent à Savenay

#### Conseil départemental

Réunion du Conseil départemental de la Fédération, mercredi 26 novembre, à 18 h 30 à la Fédération.

#### Comité régional

Conférence régionale à Angers, samedi 29 novembre.

## FAC: le refus de l'inégalité

Le dossier n'est pas nouveau mais revient au cœur de l'actualité. C'est celui du statut des facultés dans le cadre de l'Education nationale, de leurs financements et des diplômes. Nous avons connu les grandes grèves du monde étudiant autour des projets Devaquet qui valu à ce ministre de droite de l'époque un rapide passage au ministère de l'Éducation nationale. Qu'en est-il, aujourd'hui: les vieux démons ressurgissent, les mêmes questions réapparaissent: celles de l'égalité de droits dans l'enseignement.

C'est ainsi que la question de l'harmonisation européenne est posée comme elle avait été avancée en 2001 à Prague, dans l'esprit de ce que la France avait ratifié en avril 2002 sous la plume de Jack Lang. L'objectif recherché est de permettre une meilleure mobilité des étudiants et des chercheurs à l'intérieur de l'Europe.

Toute la panoplie de démantèlement de l'enseignement supérieur est mise à jour par le Ministre de l'Éducation nationale. Du tarif d'inscription à la faculté variant suivant l'établissement, à la nature même de la fac, en passant par son statut et le diplôme qui en découle.

C'est dans cette situation que l'inquiétude des étudiants est passée à l'action pour s'opposer aux réformes avancées par le Ministère. À Nantes, à Rennes, à Paris et dans une multitude de villes universitaires, le ton monte et l'action prend de l'ampleur.

Dans le même temps, l'Élysée et son locataire lancent un grand débat sur l'école, Jacques Chirac déclarant "que l'école devait être le premier grand chantier de l'école".

Ils et elles étaient 1500 étudiants à défiler dans les rues de Nantes le 20 novembre dernier scandant des slogans refusant la privatisation des facs, le refus de la refonte du système universitaire annoncé par Luc Ferry, l'abrogation du projet d'autonomie des universités ou les discriminations résultant des coûts d'inscription, etc.

Une nouvelle fois, le gouvernement lance une réforme qui met en cause une question de fond qui, après les retraites, la sécurité sociale, les services publics, heurte de plein fouet, la France.

## Amiante

Les victimes de l'amiante réunies autour de leur association l'ADDEVA, dénoncent les faibles indemnités accordées par les tribunaux de Rennes et de Nantes, lors de leur réunion à Saint-Nazaire.

Depuis deux ans, soulignent-ils, la Cour d'appel de Rennes diminue régulièrement le montant des dommages accordés à un tel point qu'ils sont aujourd'hui en dessous du barème d'un fond d'indemnisation des victimes. Cela est d'autant plus paradoxal que le TASS a été le premier à reconnaître la faute inexcusable des Chantiers de l'Atlantique et que la Cour d'appel confirme tous les quinze jours, ces jugements.

Nous sommes là devant un dossier qui n'a pas fini de faire couler de l'encre et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir dans nos prochaines éditions.

## Réactions

La direction de Valfond, société plus connue sous le nom de "Métaux sous pression" vient d'annoncer la suppression de 25 postes dans le cadre d'un nouveau plan de licenciements. Cette entreprise de Rezé qui emploie 86 salariés ajoute ainsi un nouveau train de suppression d'emplois à ceux précédemment opérés au sein de cette fonderie rezéenne. Dans un communiqué, la section du Parti communiste et les élus de la ville ont immédiatement réagi en dénonçant vivement cette nouvelle hémorragie d'emplois qui vient aggraver une situation sociale déjà très délicate sur la commune. Ce plan de licenciements, précisent les signataires de la déclaration, s'inscrit de manière offensive dans la démarche patronale largement soutenue par le gouvernement Raffarin qui consiste à utiliser une restructuration industrielle pour porter un coup à la production. Les Communistes de Rezé se déclarent solidaires des salariés de l'entreprise, en lutte pour leur emploi.

Abonnez-vous  
aux nouvelles

10 euros  
pour l'année

Vous recevrez les nouvelles, vous apprécierez son contenu.

Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,  
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques  
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique  
41, rue des Olivettes - 44000 Nantes

## NÉCROLOGIE

Nombreux ont été, celles et ceux, affectés par la disparition de Sylviane Raballand, adhérente du Parti communiste depuis de très nombreuses années. Nous tenons à adresser sa famille et à ses proches, nos plus sincères amitiés et notamment à Marylène et à Gigi, ses filles.

Comme nous l'évoquons dans notre page relatant la tragédie de la chute de la passerelle du Queen Mary, des adhérents et amis du Parti communiste sont parmi les victimes. Nous adressons à toutes les familles et aux proches, nos plus sincères amitiés et condoléances.